

## Revue stratégique de l'ARCEP

### Réponse de l'AVICCA à la consultation publique

(décembre 2015)

#### Considérations générales

---

L'AVICCA apprécie la démarche de l'ARCEP pour intégrer son action dans l'ensemble de la problématique du numérique, qui est, comme le rappelle le régulateur, au cœur des politiques du Gouvernement, du Parlement et des instances européennes, mais aussi de celles des collectivités, comme le prouve leur engagement dans le Plan France THD et dans la thématique des territoires intelligents.

Sur les chantiers cités comme majeurs et en « continuité » de l'action du régulateur, l'AVICCA émet toutefois des remarques sur certaines formulations.

- pour le déploiement de la fibre optique, un enjeu fondamental non listé est celui de la complétude en zone rentable, et de la couverture rapide, puis exhaustive des zones les moins denses, et non seulement de la dynamique d'investissement ;
- la dynamique de concurrence doit être portée par les quatre grands opérateurs, mais pas seulement. Sans un vivier d'acteurs sur les marchés grand public et professionnel, l'innovation serait bridée, et les risques d'entente élevés.

Sur les « priorités » de régulation, la revue stratégique liste de nombreuses thématiques qui paraissent toutes importantes. Leur hiérarchisation devrait donc non seulement tenir compte de facteurs intrinsèques (comme le chiffre d'affaires en jeu), mais aussi de leurs externalités (comme la compétitivité des entreprises et l'efficacité des services publics pour le marché professionnel, l'aménagement du territoire etc).

#### Remarques sur les différents chantiers et modes d'intervention

---

Concernant la convergence, il est nécessaire de différencier ce qui relève de la technologie, qu'il faut encourager, de la fourniture de services avec des offres liées qui pose de lourdes questions concurrentielles. Les convergences fixe/mobile et réseau/contenus peuvent enfermer les clients et porter atteinte à la diversité. Ainsi le « levier 1 » doit-il, par exemple, prendre en considération l'ouverture des réseaux bénéficiant de licences à tous les opérateurs (full MVNO...), mais aussi la possibilité de se connecter en aval des box pour offrir des services publics ou privés.

Sur la structuration des marchés dans les territoires ultra-marins, il manque au régulateur national des capacités à agir sur le segment des câbles sous-marins. Il conviendrait d'identifier ou de favoriser la création d'un levier mobilisable à une échelle supra-nationale.

Il importe de favoriser la convergence des conditions techniques et opérationnelles d'accès aux réseaux FTTH, mais pas seulement pour les RIP. Cela passe sans doute moins par un accompagnement par l'ARCEP que par un renforcement des dispositifs de mutualisation et d'échange entre opérateurs.

La mutualisation des infrastructures dans les zones les moins denses est souhaitable. En la matière, il faut éviter un « entre deux » qui décourage un investissement alternatif sans assurer une ouverture complète de l'infrastructure existante, comme l'on peut le constater dans le cas des réseaux de collecte en zone rurale et des limites de l'offre LFO.

Concernant les phases de transition entre anciens et nouveaux réseaux, le concept de neutralité technologique doit être relativisé au profit de l'efficacité technologique, afin de permettre une meilleure utilisation des ressources rares (spectre hertzien, numérotation...), ou une meilleure incitation à l'investissement (déploiement de la fibre optique...). Le régulateur peut à la fois apporter de la visibilité aux acteurs, et agir en matière tarifaire. Ces considérants devraient amener un changement profond dans la régulation. Ainsi, l'action à la sous-boucle locale du réseau cuivre ne devrait pas être regardée exclusivement suivant des considérations d'ouverture du marché de détail ; l'important subventionnement du réseau cuivre par les collectivités territoriales et l'Etat (plan France THD), s'il apporte des améliorations locales à court terme, se révélera pénalisant à long terme.

Au chapitre de la « solidarité territoriale », la sécurisation de l'investissement public en matière de FTTH ne passe pas que par la publication de lignes directrices tarifaires. Le régulateur dispose de toutes les informations pour suivre la commercialisation des RIP, comparativement à celle des opérateurs verticalement intégrés. Elles seraient utiles pour adapter si nécessaire les lignes directrices, ou conseiller les collectivités, ou encore relever d'éventuelles positions dominantes pouvant donner lieu à régulation ou sanction d'un point de vue concurrentiel.

Sur la couverture mobile, outre les actions engagées, l'ARCEP devrait mener une réflexion sur de nouvelles formulations d'exigences de couverture pour les prochains cycles d'attribution ou réattribution de fréquences. Le levier dont dispose l'Etat via son domaine public est fondamental. Les écarts flagrants de qualité de service entre les zones rurales et les zones urbaines, fort bien relevés par les campagnes de mesure de l'ARCEP en juillet 2015, montrent bien la nécessité d'une action réglementaire.

L'ARCEP dispose également d'un levier sous-exploité concernant l'utilisation des fréquences hertziennes terrestres pour une couverture fixe, en attente d'une généralisation de la fibre optique jusqu'à l'utilisateur. Les performances de ces technologies évoluent en parallèle des usages, mais il faut pouvoir bénéficier d'une bande passante adaptée. Les réaménagements de la bande 3,5 GHz peuvent être mis à profit dans ce sens.

Sur le marché « entreprise » (qui comprend les services publics), la position de l'opérateur historique montre clairement que l'ouverture des marchés n'a pas fonctionné sur ce segment, et le risque d'un duopole est effectif. Le déploiement de la fibre optique est l'occasion d'une ouverture, ce qui passe à la fois par des mesures concernant l'architecture des réseaux (« durcissement de la BLOM », « FTTE ») et des possibilités d'accès pour les offreurs de services aux professionnels qui ne ciblent pas également le marché grand public (offres activées etc).

Concernant les réseaux utiles aux « territoires intelligents », l'ARCEP disposera de pouvoirs différents entre les bandes licenciées et les autres. Compte-tenu du faible nombre de titulaires de licences, il sera important de veiller à ce qu'ils ne préemptent pas l'ensemble de la chaîne de valeur et des couches au-dessus du réseau. Les questions d'interopérabilité seront déterminantes, quelles que soient les bandes utilisées. Les collectivités joueront un double rôle, en tant qu'aménageur de leur territoire, mais aussi en tant qu'utilisateurs majeurs de services liés aux territoires intelligents. L'AVICCA souhaite la constitution d'un « comité d'experts objets connectés », à l'instar du comité d'experts fibre ; ce dernier fait intervenir des représentants d'opérateurs, de collectivités, mais aussi d'équipementiers etc, pour dégager des consensus entre d'une part la nécessaire industrialisation des process et d'autre part l'innovation. De même se posera la question d'une structure d'échange pour assurer l'interopérabilité, à l'image du Comité Interop Fibre. Créer cette dynamique de « coopération » rapidement contribuerait à éviter de lourdes hétérogénéités, comme celles constatées au démarrage du fibrage dans les zones très denses.

La neutralité de l'internet nécessite effectivement une expertise et une capacité d'action sur les réseaux et leurs interconnexions, mais également sur les terminaux au niveau européen, compte

tenu du poids des acteurs mondiaux sur les équipements mobiles. Le marché des télécoms reste très largement national, celui des terminaux, systèmes d'exploitation et services associés est mondial. Une approche « coordonnée » au niveau européen est un minimum, mais il faut se poser la question d'une régulation ex-ante et d'une autorité de concurrence ex-post également à l'échelle européenne sur ces sujets.

Sur les méthodes, l'exemple de la couverture mobile montre l'intérêt d'une approche « crowdsourcing » ; les lacunes de l'identification des « zones blanches de centre bourg » montrent les limites des outils actuels. Le « ressenti » des utilisateurs serait à traduire de manière objective et quantitative. Une approche « big data » sur les données de connexion des opérateurs apporterait sans doute également des éléments d'analyse.